

## AVIS

de Daniel Vatchkov, professeur à l'Institut des Etudes historique auprès de l'Académie bulgare des sciences

A propos du concours pour la position académique « maitre de conférences » dans le domaine 2.2. « Histoire et archéologie » (Histoire contemporaine : Histoire de l'intégration européenne) pour les besoins de la Faculté BF de Nouvel Université Bulgare, Département « Histoire ».

Au concours annoncé dans le Journal officiel N :921 du 18 novembre 2022 s'est présenté un seul candidat : adjoint principal PhD Dimitar Gyudurov.

La recension est faite conformément aux exigences du Chapitre III, Paragraphe III de Loi pour le développement des cadres académiques dans la République de la Bulgarie – Conditions et règles pour occuper la position académique « maitre de conférences ».

Sans aucun doute, les recherches de Ch. adjoint principal D. Gyudurov, concernent des aspects importants du développement social, économique et politique de la Bulgarie pendant la période de la Libération en 1878 à l'établissement du régime communiste en 1944. La production et le commerce de l'opium ont une longue tradition dans la région depuis l'époque de l'Empire ottoman, mais précisément dans les années où l'État bulgare était en cours de restauration, le produit et ses dérivés ont de plus en plus commencé à être discutés à l'échelle mondiale comme un problème grave, concernant à la fois la santé personnelle et la santé publique. L'intolérance croissante des institutions envers l'utilisation croissante des opiacés oblige la plupart des pays, et en particulier ceux liés à leur production, comme la Bulgarie, à développer et à suivre des politiques visant à placer ces produits sous un contrôle étatique et public accru. Cette approche a commencé à être activement appliquée, en particulier dans la période qui a suivi la Première Guerre mondiale, à la suite des activités délibérées des organes spécialisés de la première organisation mondiale - la Société des Nations. Pour diverses raisons, la Bulgarie se révélera être un élément important dans la promotion et le suivi de la politique commune de lutte contre la production et le commerce illégaux d'opiacés. L'étude du problème des opiacés permet d'éclairer de nombreux aspects supplémentaires, tant de la politique intérieure bulgare et surtout de la lutte contre la criminalité, que des aspects importants de la politique étrangère du pays et des contacts actifs de Sofia avec l'organisation internationale basée à Genève. Il est surprenant que ce sujet significatif de l'histoire récente de

la Bulgarie jusqu'à l'apparition du livre de Ch. le professeur adjoint D. Gyudurov reste presque complètement inexploré. Ainsi, la monographie présentée comble un vide essentiel dans l'historiographie bulgare.

Le fait même que l'ouvrage aborde un sujet nouveau et inexploré suppose au départ la présence d'apports scientifiques suffisamment importants. A cet égard, il faut dire dès le début que l'auteur a étudié la question à fond, tant du point de vue des sources que des thèses.

Tout d'abord, en tant qu'apport significatif du travail monographique, il convient de noter que la recherche, basée sur les documents disponibles, analyse de manière approfondie les facteurs qui influencent et déterminent au cours des différentes étapes la politique de l'État en matière de production et de commerce des drogues "blanc " et " noires ". L'auteur montre bien la complexité du problème avec ses aspects économiques, sociaux et politiques. D'une part, les gouvernements ne peuvent pas ne pas tenir compte du fait que la culture du pavot fait vivre une partie non négligeable des agriculteurs bulgares et qu'en période de graves problèmes auxquels est confronté le commerce extérieur bulgare, il est difficile de renoncer à l'un des rares articles d'exportation qui assure le flux de monnaie convertible pour l'État bulgare. Et à tout cela, en ajoutant le fait que les opiacés, avec leur consommation interne négligeable pour le pays qui ne représentent aucun problème social, on comprend pourquoi il est difficile pour la Bulgarie d'établir et suivre une politique intransigeante visant à limiter la production et le commerce des opiacés. D'autre part, comme l'auteur le note à plusieurs reprises à juste titre, les autorités de Sofia ne peuvent ignorer la réponse internationale négative provoquée par les divers scandales de contrebande dans lesquels le nom de la Bulgarie est impliqué. Au temps où les gouvernements bulgares veulent défendre leurs objectifs d'une révision pacifique du Traité de Neuilly, toute accusation de non-respect des normes internationales de la part de la Bulgarie affaiblit clairement la position de l'Etat. Dans la situation complexe et contradictoire, les politiciens bulgares, surtout depuis le milieu des années 1930, ont essayé de trouver un équilibre entre la préservation de certaines circonstances socio-économiques favorables et en même temps ne pas laisser le pays être compromis au niveau international.

Une autre contribution importante du travail est l'étude des contacts de l'État bulgare avec les organes spécialisés de l'ONU sur les problèmes de production et de distribution des opiacés. Dans l'historiographie bulgare, les relations de la Bulgarie avec l'organisation mondiale dans le domaine de la protection internationale des minorités nationales, ainsi que

l'accueil des réfugiés et le restauration financière du pays après la Première Guerre mondiale, ont été plus ou moins approfondies. Mais le sujet des opiacés est resté longtemps sans réponse. Avec cette monographie, le tableau des relations actives de l'État bulgare avec la Société des Nations sur une longue période de plus de 20 ans est rempli. En pratique, la question a été abordée dans toutes les parties de l'exposition. D'une part, l'auteur présente bien les activités de la Société des Nations dans ce domaine, le rôle des pays qui sont membres de la Commission consultative, ainsi que des pays comme les États-Unis, qui ont une position active, malgré leur non-participation au SDN. Et d'autre part, l'adjoint principal Gyudurov présente de manière convaincante et raisonnée les motivations et les objectifs des gouvernements bulgares dans les contacts avec les structures internationales et, en général, le rejet réussi des attaques dirigées contre le pays. Il analyse objectivement à la fois les motifs de critique du SDN, mais aussi les informations négatives souvent exagérées, voire fabriquées, provenant principalement des voisins de la Bulgarie. L'ouvrage montre également les erreurs commises par l'État bulgare dans l'élaboration d'une position commune, qui surviennent le plus souvent à cause d'un manque de coordination suffisante dans le travail du Ministère des Affaires étrangères et de la Direction générale de la santé publique. L'auteur souligne également le rôle important de personnes telles que Nikola Momchilov, Ivan Altanov, Dechko Karadjov et d'autres pour la défense des intérêts bulgares. Une autre contribution importante du travail d'habilitation, bien que ne faisant pas partie des objectifs principaux de la recherche, mais qui se manifeste inévitablement, est liée à la présentation des actions de la police dans la lutte contre la production et le commerce illégaux d'opiacés. D'après les nombreux exemples précis d'affaires présentés dans la monographie, il ressort clairement que la police en général s'occupe de la détection et de la neutralisation des passeurs, mais en fin de compte, son travail souffre d'une grave dose d'inefficacité principalement due à l'absence d'une législation adéquate qui peut imposer des sanctions sévères pour les crimes commis. Comme l'auteur l'a noté à plusieurs reprises, l'amende de 5 000 BGN ne peut en aucun cas effrayer, et encore moins arrêter, les passeurs de leurs activités.

Certaines notes peuvent également être envoyées à l'ouvrage d'habilitation. Elles sont principalement liées à la portée chronologique du sujet et à la structure de l'exposition. À mon avis, l'inclusion de toute la période allant de la restauration du troisième État bulgare en 1878 au coup d'État communiste de 1944 n'a pas assez d'arguments scientifiques. Ceci est clairement confirmé par le fait que les pages consacrées à la période précédant les Guerres balkaniques et la Première Guerre mondiale, ainsi que celles sur la Seconde Guerre mondiale,

sont insignifiantes par rapport à l'exposition globale. Cela aurait été beaucoup plus convaincant si les limites chronologiques de l'étude s'étaient concentrées sur l'entre-deux-guerres, comme cela s'est d'ailleurs produit dans la monographie. C'est au cours de ces années que la position internationale sur le problème s'est construite, que des mesures ont été prises à l'échelle mondiale, et à partir de là, la Bulgarie a commencé à élaborer sa politique sur le problème de l'opium et des stupéfiants qui en sont dérivés. À mon avis, les titres des différentes parties et sous-chapitres ne sont pas suffisamment appropriés et indicatifs de la question spécifique à l'examen. Il ressort clairement de l'exposition qu'une approche strictement chronologique est suivie dans l'étude des processus, mais en même temps, des documents internationaux, des organismes spécialisés, qui fonctionnent de toute façon pendant presque toute la période de l'étude, sont placés comme titres.

Certaines notes peuvent également faire référence à la littérature scientifique utilisée. Il était tout à fait approprié d'élargir un peu la liste de la bibliographie, en y incluant quelques études d'ordre plus général, concernant la politique étrangère de la Bulgarie, ses contacts avec l'organisation mondiale, ainsi que la politique des voisins balkaniques, toutes questions qui font partie de l'étude.

En conclusion, je tiens à déclarer que sur la base des contributions scientifiques indiscutables de la thèse d'habilitation présentée je recommande au Jury scientifique d'attribuer à Dimitar Gyudurov la position académique « maître de conférences ».

Le 14 février 2023

prof. Daniel Vatchkov